

Améliorer l'accès aux antibiotiques novateurs au Canada

Cette proposition est le résultat d'efforts sur le terrain visant à étudier et à présenter des solutions aux problèmes relatifs à la capacité en matière d'antibiotiques novateurs et à l'accès à ceux-ci. Mené conjointement par l'Université McMaster et la Canadian Antimicrobial Innovation Coalition (CAIC), ce projet a été amorcé par le besoin urgent de ralentir la propagation de la résistance aux antimicrobiens (RAM).

La RAM survient lorsque des bactéries pathogènes développent la capacité à résister aux médicaments conçus pour les éliminer. Ces infections résistantes aux médicaments présentent des désavantages économiques importants, mais surtout, elles entraînent des décès chez les patients canadiens. La RAM a été nommée parmi les dix ennemis que l'OMS devra affronter cette année et auxquels fait face l'humanité. Contrairement à la COVID-19 qui a pris le monde par surprise, la RAM est une crise prévisible et évitable. Nous devons toutefois y remédier dès maintenant avant que celle-ci ne devienne la prochaine pandémie.

De nos jours, l'utilisation de plusieurs antibiotiques novateurs (des médicaments efficaces contre les bactéries résistantes) a été approuvée dans d'autres régions. Les patients canadiens n'y ont cependant toujours pas accès. Par exemple, des 18 antibiotiques novateurs approuvés et commercialisés dans 14 pays à revenu élevé entre 2010 et 2020, seuls deux ont été lancés sur le marché canadien. Il s'agit du nombre le plus faible sur la liste. Entretemps, d'autres pays, comme les États-Unis, ont lancé jusqu'à 17 antibiotiques novateurs sur leur marché respectif au cours de la même période. De plus, de nombreux antibiotiques novateurs ayant été approuvés au Canada sont rarement utilisés en raison

d'obstacles administratifs et financiers. Il s'en suit une utilisation excessive des médicaments de première ligne au Canada qui affecte les taux de résistance aux antimicrobiens et les résultats cliniques.

Sous la direction d'un comité directeur composé d'experts du secteur, du milieu universitaire, de l'économie, de la microbiologie, des politiques, de la médecine et d'autres domaines, nous tentons de mettre au point des manières d'améliorer l'accès à de nouvelles classes d'antibiotiques pour les médecins prescripteurs canadiens, et donc, les patients canadiens.

En menant de vastes consultations auprès de divers intervenants dans l'ensemble du Canada et des secteurs, nous avons adopté une approche à deux volets pour remédier au problème : nous avons étudié des manières d'améliorer l'accès adéquat et supervisé aux antibiotiques essentiels, nouveaux ou non encore disponibles et déjà approuvés, mais qui sont sous-utilisés dans les hôpitaux en raison d'obstacles administratifs ou financiers.

De façon plus générale, nous avons étudié des façons d'améliorer l'accès aux marchés des fabricants d'antibiotiques essentiels, novateurs et nouveaux actuellement étudiés et mis au point ou des antibiotiques non encore disponibles au Canada mais approuvés dans d'autres pays.

Ce travail a permis de proposer un ensemble de 30 recommandations concises visant à améliorer la capacité en matière d'antibiotiques et l'accès à ceux-ci ainsi qu'à protéger ces médicaments vitaux par le biais d'initiatives de gestion et d'une surveillance améliorée de la résistance au Canada.

Ces recommandations font partie d'une proposition de solution intégrée qui consiste en un modèle axé sur les patients conçu pour introduire davantage d'antibiotiques novateurs sur le marché canadien à l'aide de mesures incitatives et d'améliorations de la réglementation et pour accroître l'accès à ces médicaments en première ligne par le biais de mesures relatives aux données, aux coûts, à la distribution, à l'offre et à la demande. Notre solution intégrée propose d'établir les éléments suivants :

- ▶ Des accords de revenu minimum garanti pour les fabricants d'antibiotiques novateurs
- ▶ Des enveloppes budgétaires consacrées aux antibiotiques et aux diagnostics pour les hôpitaux
- ▶ Des processus de collecte et de présentation de données tirant parti de nouveaux systèmes d'information et de systèmes existants
- ▶ Des infrastructures permettant d'améliorer la gestion des antimicrobiens à l'échelle pancanadienne

Cette solution intégrée convient au modèle canadien de soins de santé dans le cadre duquel le gouvernement fédéral octroie du financement aux provinces et territoires pour les soins de santé. La réponse du Canada à la pandémie de COVID-19 a démontré que le gouvernement fédéral, par le biais de l'Agence de la santé publique du Canada et de Services publics et Approvisionnement Canada, peut jouer un rôle essentiel pour garantir l'accès aux produits de santé publique et faciliter la distribution et la livraison de produits. Bien que nous nous concentrons actuellement sur l'application de la solution intégrée dans le contexte hospitalier, le modèle convient aux contextes communautaires et peut être adapté à ceux-ci.

En ce qui concerne les mesures incitatives économiques, nos recommandations sont conformes aux travaux menés au niveau international visant à déterminer le financement public requis pour faire face aux défis du marché. Cette proposition prévoit une fourchette de

financement pour les mesures incitatives économiques au Canada s'appuyant sur des modèles préparés pour d'autres pays, comme la Suède, le Royaume-Uni et les États-Unis.

Nous sommes conscients que cette solution est ambitieuse. C'est pourquoi nous proposons qu'elle soit initialement mise à l'épreuve dans une seule région à l'aide d'un nombre limité d'antibiotiques. Ce processus révélera les forces et les faiblesses de la solution que nous proposons, ce qui nous permettra de l'améliorer ou de la rectifier avant qu'elle ne soit adaptée pour répondre aux besoins pancanadiens.

Des travaux seront entrepris parallèlement afin de valider et d'opérationnaliser les politiques relatives aux mesures d'incitation. À l'heure actuelle, nous estimons que le financement requis se situe entre 1,7 et 17,7 millions de dollars par an sur 10 ans, en fonction de l'étape dans laquelle se situe l'antibiotique dans son cycle de vie, y compris son statut d'approbation au Canada. Nous suggérons que ce financement soit octroyé par Santé Canada en collaboration avec l'Agence de la santé publique du Canada.

Investir dans ce projet pilote de RAM, puis le mettre en œuvre dans l'ensemble des provinces et territoires du Canada présente un grand nombre d'avantages, y compris une utilisation plus efficace et sécuritaire des antibiotiques et des antimicrobiens et la réduction du fardeau pesant sur le système de santé canadien, en plus d'inciter le secteur pharmaceutique mondial à continuer d'investir dans le marché canadien. Cependant, l'avantage principal d'investir dans ce projet est de contribuer à améliorer, voire à sauver, les vies de patients canadiens qui auront désormais accès à des traitements modernes mieux adaptés à leurs besoins.

Lisez la proposition complète au iidr.mcmaster.ca/MAAC.